

Communiqué

"Les discussions UE-USA ont porté sur les préparatifs des sommets, le Moyen Orient, l'Irak et le Soudan", indique Jean Asselborn

Date de publication : 02-06-2005

Domaine politique : [Affaires générales et Relations extérieures](#)

Réunion : [Troïka ministérielle Union européenne - Etats-Unis d'Amérique](#)

Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et président en exercice du Conseil de l'Union européenne, a rencontré le secrétaire d'Etat américain Condoleezza Rice le 2 juin 2005 à Washington lors d'une réunion de la troïka ministérielle entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Du côté de l'Union européenne, Javier Solana, secrétaire général du Conseil et Haut représentant pour la PESC, et Benita Ferrero-Waldner, commissaire chargée des Relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, ont également pris part à la réunion.

Les discussions ont porté sur la préparation du prochain sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis, prévu le 20 juin 2005 à Washington. Les deux parties ont également abordé la situation générale au Moyen Orient, le processus de paix israélo-palestinien, l'Iran, l'Irak, l'Asie de l'Est, le Soudan et les relations avec la Russie.

Jean Asselborn a fait la déclaration suivante à l'issue de la réunion ministérielle :

"Je suis très heureux d'être ici à Washington à l'occasion de la seconde réunion ministérielle UE-USA durant la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. Comme vous vous souvenez peut-être, j'ai eu le plaisir de recevoir le Dr Rice au Luxembourg le 10 février dernier.

Notre réunion d'aujourd'hui a été très fructueuse. Nous avons mis l'accent sur les préparatifs du Sommet UE-USA qui se tiendra ici à Washington le 20 juin. Le Dr Rice, Javier Solana, Benita Ferrero-Waldner et moi-même avons eu une bonne discussion à ce sujet et nous avons abordé plusieurs questions clés dans les relations UE-USA à l'heure actuelle.

Un autre thème central de nos discussions a été le Moyen Orient. Nous avons notamment procédé à un échange de vues sur les événements récents au Liban, c'est à dire les élections législatives en cours et la mise en œuvre de la résolution 1559 du Conseil de sécurité, qui doit être pleine et complète. Nous avons réfléchi au soutien que l'UE et les Etats-Unis peuvent apporter au gouvernement libanais après les élections.

Comme vous le savez, l'UE et les Etats-Unis organiseront conjointement une Conférence sur l'Irak le 22 juin à Bruxelles. Lors de notre réunion

aujourd'hui, nous avons évoqué les préparatifs de cette conférence, qui sont bien avancés. Cette conférence offrira à l'Autorité transitoire irakienne une excellente opportunité de présenter sa stratégie et ses priorités à la communauté internationale et, pour nous tous, de réitérer notre engagement en faveur d'un Irak sûr, stable, uni, prospère et démocratique – un Irak qui respecte les droits de l'homme, exerce pleinement sa souveraineté et coopère de manière constructive avec ses voisins et la communauté internationale. La conférence nous permettra également de réfléchir aux idées permettant d'améliorer la coordination entre bailleurs de fonds en Irak.

Enfin, nous nous sommes également intéressés pendant nos discussions à la situation au Soudan et au Darfour. A la conférence des bailleurs de fonds d'Addis Abeba le 26 mai, l'UE a présenté un programme consolidé d'aide additionnelle à la mission de l'Union africaine au Darfour, que le Conseil des ministres de l'UE avait approuvé quelques jours auparavant. Ce programme complet comprend une assistance logistique, financière et technique dans des domaines tels que la police, les ponts aériens, la planification et la formation.

Le Darfour doit cependant être envisagé dans le contexte plus large de la nécessaire résolution des conflits dans tout le Soudan. Nous nous réjouissons beaucoup de la nouvelle étape qui s'est ouverte avec le début de la mise en œuvre du plan de paix soutenu par la mission des Nations unies au Soudan, la conférence des bailleurs de fonds d'Oslo et la résolution de mars du Conseil de sécurité des NU. La mise en œuvre de cet accord de paix doit être large et inclusive et il est de la responsabilité des autorités soudanaises et de l'Armée de libération du peuple soudanais de mener à bien ce processus."